

20 janvier 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien accordé par M. François Mitterrand, Président de la République, et par M. Helmut Kohl, chancelier de la République fédérale d'Allemagne, à TF1 et à la Deutsches Fernsehen ARD, sur la défense européenne et la coopération franco-allemande, Bonn, jeudi 20 janvier 1983.

QUESTION.- Nous souhaitons vous poser des questions que se posent nos deux peuples et qui concernent notre présent ainsi que notre avenir. L'une de ces questions, qui est sans doute la plus importante est la suivante : comment pouvons-nous préserver la paix ? Tout le monde pose cette question, il y a différentes réponses. Monsieur le Président de la République, craignez-vous que, en ayant peur d'un plus grand nombre de missiles `fusées Pershing`, la République fédérale pourrait accepter des compromis et risquer ainsi d'affaiblir l'alliance occidentale `Alliance atlantique`, voire avoir tendance au neutralisme ?

- LE PRESIDENT.- Vous m'avez posé une question : comment préserver la paix ? Ma réponse s'applique à tous les peuples concernés, indifféremment, mais je ne suis pas dans la situation, je ne désire pas être le conseiller de la politique allemande. Je dis simplement ce que je pense par-rapport à la situation du monde et par-rapport à la politique française. La paix sera maintenue d'abord par l'équilibre des forces. Mais l'équilibre des forces en comparant ce qui est comparable. Je veux dire par là en empêchant tout "découplage" - ça c'est un terme de jargon - la réalité c'est dire sans séparer, en ne séparant pas la défense du continent américain de celle du continent européen.

- Deuxièmement, il faut que cet équilibre nucléaire - il existe déjà sur-le-plan stratégique - l'Union soviétique `URSS` et les Etats-Unis `USA` d'Amérique ont la possibilité de se détruire - si j'ose dire - plusieurs fois - la situation est différente en Europe, où il y a déséquilibre et déséquilibre qui me paraît actuellement à l'avantage de l'Union soviétique, non pas que je demande que la situation soit inversée, je demande que l'on parvienne à l'équilibre. Mais séparer la défense européenne du continent américain, c'est abandonner un pan trop vaste, trop large de la sécurité occidentale. Mes dispositions à l'égard de l'Union soviétique sont des dispositions pacifiques, je pourrais dire amicales & nous sommes associés dans la vie du monde depuis trop longtemps, particulièrement Russes et Français. Voilà pourquoi je souhaite que la négociation aboutisse. La paix c'est aussi la réussite de la négociation. Mais une négociation peut échouer par la volonté d'un seul ou par la volonté des deux participants, c'est-à-dire Américains et Russes. Je veux me prémunir contre ce risque et je dis que cette double décision qui consiste d'une part à négocier afin de savoir à quel niveau se situerait le déploiement des nouveaux missiles de tactique nucléaire sur le sol de l'Europe, je dis que ces deux notions ne peuvent pas être séparées l'une de l'autre.\

` Suite réponse sur la préservation de la paix `

- Troisième élément en ce qui concerne mon pays, c'est que je considère - qu'on le regrette ou qu'on le déplore - que l'existence d'une force dissuasive et défensive et autonome en France est

un facteur très important, en tout cas pour la France certainement et qu'il ne me paraît pas possible, à une époque, je le répète, on le regrette ou on le déplore, où l'équilibre est l'équilibre de la terreur, l'équilibre des forces nucléaires, je ne crois pas qu'il soit possible pour l'instant de lui substituer un autre critère, et à partir de là je dis que la force française, autonome, dissuasive, défensive, est en dehors du jeu de négociations qui partent d'un surarmement excessif, qui doit être radicalement diminué entre les deux super-puissances, mais qui ne peut pas affecter un pays qui dispose de sa faculté dissuasive. La France, au-dessus du seuil de dissuasion, nous n'avons plus de défense. Alors il faut comprendre cette position particulière.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, si vous êtes réélu le 6 mars prochain, êtes-vous certain de pouvoir garder la même ligne, c'est-à-dire une installation de certaines fusées américaines si les Soviétiques ne démontent pas une partie de leurs SS 20 ? Etes-vous certain de pouvoir garder cette ligne alors qu'une partie de plus en plus grande de l'opinion allemande est contre les fusées américaines et que même votre ministre libéral Genscher apparaît moins ferme que vous en ce moment ? Cela serait d'autant plus grave si un jour les Soviétiques proposaient une certaine réunification, une neutralisation des deux Allemagnes `RFA ` RDA` ?

- LE CHANCELIER.- Je suis persuadé que le 6 mars `élections en RFA` les électeurs confirmeront ma ligne. Cette ligne est claire et aisément compréhensible. Nous, République fédérale d'Allemagne, et je partage entièrement l'avis du Président de la République française, nous faisons partie du monde occidental, nous faisons partie de la Communauté européenne `CEE`, nous faisons partie de l'OTAN et nous voulons ensemble que les négociations de Genève soient couronnées de succès. Nous voulons le désarmement et la détente dans le monde entier, de façon contrôlée. Nous ne nous réjouissons pas de voir se multiplier le nombre des missiles, nous voulons une paix avec moins d'armes, mais cela n'est possible que si l'équilibre est préservé, que si les deux parties sont prêtes à le faire, et au cours de ces dernières années, comme chacun sait, l'Union soviétique s'est surarmée et les peuples libres de l'Ouest ont pu trouver une base d'accord dans la double décision de l'OTAN pour dire : premièrement, nous voulons négocier. Mais si ces négociations ne débouchent pas sur un résultat positif, que nous souhaitons, eh bien à ce moment-là nous devons également remplir la deuxième partie de la décision et nous déploierons les missiles. C'est une promesse qu'a faite mon prédécesseur, le chancelier Schmidt, il s'agit là d'une promesse et de la poursuite d'une politique que j'ai toujours soulignée avec la plus grande netteté. Et c'est une politique qui trouve l'assentiment d'une grande majorité du peuple allemand. Nous ne sommes pas un pays qui va dériver vers le neutralisme. Dans la situation politique dans laquelle nous devons vivre, on ne peut pas abandonner la politique. Nous sommes au milieu du paysage politique, nous devons prendre une décision. Nous faisons partie du monde occidental, et en fin de compte, le neutralisme cela veut toujours dire d'accepter l'hégémonie soviétique. Et cela, nous ne le ferons pas.\

QUESTION.- Monsieur le Président, les armes nucléaires tactiques `missiles SS 20` qui sont stationnées au-delà de la frontière inquiètent de plus en plus la population allemande. On se demande où ces missiles vont exploser et peut-être même sur le sol allemand. Ma question est la suivante : ces armes nucléaires tactiques, servent-elles également la sécurité allemande ?

- LE PRESIDENT.- Je crois que tout cela est indissociable, que l'équilibre mondial et européen repose sur l'addition de formes d'armement. Bien entendu, chacune de ces formes d'armement, chacun de ces types d'armement, peut et doit être, entre les deux plus grandes puissances, considérablement réduit. Leur sécurité n'en sera pas affectée pour autant. Je répète que pour ce qui touche à la France il n'en va pas de même. Mais je comprends la réaction du peuple allemand. Il est tout à fait naturel qu'il s'inquiète et qu'il se préoccupe d'habiter sur un sol, sur un territoire qui est visé par des fusées stratégiques, ou bien qui n'est pas à l'abri - loin de là, c'est une formule modeste que j'emploie - de supporter les plus graves conséquences d'un conflit. Aussi faut-il empêcher ce conflit, c'est de disposer dans l'ensemble des alliances d'une telle force de dissuasion que nul n'ait intérêt à faire une guerre. Le maintien de la paix, c'est cela exactement l'objectif que nous recherchons. La meilleure garantie du peuple allemand, comme d'ailleurs du peuple français, qui se trouvent dans des situations militaires différentes, mais leur garantie mutuelle c'est que l'équilibre de ces forces interdise à tout agresseur éventuel de lancer

garantie mutuelle, c'est que l'équilibre de ces forces mène à tout agresseur éventuel de lancer une offensive. Il n'y a pas d'autre moyen de s'en sortir, étant entendu, je le répète, que ce qui est équilibré en hausse, c'est le surarmement, que je regrette et que je condamne, peut être obtenu en baisse par un accord sérieux entre les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique pour réduire leurs armements. Ils peuvent le faire, mais on ne peut pas séparer, j'y insiste, on ne peut pas séparer le continent européen du continent américain. En dehors de la stratégie, des forces stratégiques américaines, le déséquilibre s'installe exagérément.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, jusqu'où pourrait aller une coopération militaire avec la France, alors qu'elle pose des problèmes politiques. Par exemple l'Allemagne est dans l'OTAN et la France ne fait pas partie de son organisation militaire. Jusqu'où pourrait aller cette coopération, alors que par exemple sur un problème concret comme celui du char franco - allemand, on n'a pas su se mettre d'accord parce qu'il y a des problèmes de restrictions budgétaires.

- LE CHANCELIER.- Ils ont constaté que cette coopération se trouve déjà dans le traité franco - allemand `Traité de l'Elysée` dont nous célébrons aujourd'hui le 20ème anniversaire. Il a fallu 19 ans pour que ce volet important du traité soit relancé. C'est ce que nous avons fait au mois de décembre dernier lors de notre rencontre à Bonn. Nous avons intensifié la coopération, et même si cela n'a pas fonctionné pour le projet des chars blindés, ceci n'est pas un échec, c'est une péripétie si vous voulez, et dans tous les domaines je vois de bonnes possibilités de coopération, notamment dans le domaine militaire. Cela ne veut pas dire que nous nous trouvons dans une situation différente : il existe actuellement 50000 soldats français stationnaires dans la République fédérale et à Berlin avec leurs familles, et ces soldats défendent la liberté et la paix de la France et la liberté et la paix de l'Allemagne, c'est un progrès par-rapport au passé. Et là vous pouvez voir quelle est l'importance que revêt cette collaboration et il y aura encore toute une série d'idées que nous pouvons développer et qui ont de l'avenir.\

QUESTION.- Monsieur le Président de la République, dans le domaine de l'économie, les deux pays, la France et l'Allemagne, sont interdépendants. Nous sommes principaux partenaires commerciaux mais il y a un problème dangereux pour la France. Les Allemands vendent trop à la France. Que pouvons-nous faire, que peut faire le gouvernement de Bonn dans cette situation critique, qu'est-ce que vous attendez de la part de l'Allemagne fédérale `RFA`.

- LE PRESIDENT.- Avant de traiter avec vous ce sujet, donc d'abandonner le précédent, qui est très important, chacun se l'imagine, je tiens à répéter que mon objet est de ne pas intervenir, bien entendu, c'est mon devoir, dans les compétitions politiques internes de l'Allemagne fédérale. Je respecte ce peuple, je respecte les uns et les autres, qui exercent leurs droits démocratiques. Il faut donc que je sois bien compris en disant que j'attache la plus grande importance à ce que la négociation, les négociations (il faut parler au pluriel), aboutissent, qu'elles réussissent, ce qui signifierait une baisse considérable du potentiel d'armement. Je pense qu'elles ne peuvent pas réussir si tel ou tel des deux camps `Etats Unis - URSS` suppose à l'avance qu'il ne trouvera pas la résistance et la volonté suffisantes. C'est donc tout à fait simple, et ce point de vue est celui du Président de la République française, qui au demeurant dispose de son indépendance stratégique dans l'alliance `Alliance atlantique`.\

`Réponse sur les échanges commerciaux franco - allemands`

- La deuxième question touche donc à l'économie et aux relations franco - allemandes. C'est certain qu'il y a une disparité excessive actuellement dans le commerce extérieur de ces deux pays, qui, au total, représentent la part la plus considérable de nos affaires commerciales. Nous sommes les deux partenaires commerciaux, et je crois que notre commerce est le troisième dans le monde, le premier en Europe. Mais il est très déséquilibré en faveur de l'Allemagne. Cela est dû, sans doute, aux mérites de l'Allemagne, et d'autre part, du côté français, nous sommes les héritiers de toute une situation qui a vu certains secteurs industriels se dégrader ou bien certains secteurs industriels de pointe nécessaires à la conquête de l'avenir, être en retard ou ne pas exister, donc nous partons de loin, mais il ne s'agit pas de jeter le manche après la cognée, de se désespérer. Il n'empêche que nous avons des devoirs mutuels : nous, la France, qui disposerons d'une monnaie `franc` qui est à sa parité, et elle ne peut pas être livrée, tout simplement, aux concurrences sauvages. Et si les exportations allemandes prennent un avantage donc supposent

un poids trop lourd pour l'équilibre extérieur français, c'est notre monnaie qui risque d'être mise en cause. Et si notre monnaie est mise en cause, c'est à l'intérieur du système européen où se trouve essentiellement, particulièrement l'Allemagne et la France, que se produiront les répercussions.

- C'est donc l'intérêt commun de développer une politique économique plus harmonieuse, en associant nos grandes firmes, en discutant avec le plus grand sérieux de nos échanges, de la façon de les orienter en utilisant davantage les emprunts communautaires possibles, enfin toute une série de procédés. C'est ainsi que nous protégerons et que nous renforcerons un système monétaire qui a rendu les plus grands services et qui doit continuer de les rendre, que la France entend préserver. Il faut bien comprendre que cela entraîne aussi des devoirs du côté de l'Allemagne. Je pense en particulier à certains aspects de la politique agricole commune, où on ne peut pas opposer à la France qui est un grand producteur agricole, le fait qu'il y aurait là une sorte de privilège pour elle, alors que ce n'est qu'une part, et petite part, du revenu national de nos deux pays, mais aussi une petite part des avantages mutuels que nous recueillons de la Communauté `CEE`, là aussi, il faut que l'Allemagne comprenne la position de la France.\

QUESTION.- Monsieur le Chancelier, je vis ici en Allemagne `RFA`, et il ne se passe pratiquement pas une semaine sans que j'entende une déclaration de votre ministre de l'économie `M. Lambsdorff` qui accuse la France de protectionnisme. J'ai d'autre part rencontré des industriels français qui essayent de vendre en Allemagne, et qui me disent qu'ils ont beaucoup de difficultés. Et je pense en particulier à la bière, qui grâce à des moyens plus ou moins techniques ne peut arriver en Allemagne. Qu'est-ce que vous pouvez faire pour arrêter cela ?

- LE CHANCELIER.- D'abord, pour ce qui est des déclarations de ce genre, vous savez, il y a également des déclarations de ce genre du côté français. Je crois que de part et d'autre ces déclarations ne sont pas opportunes. Si vous voulez, notre principe directeur est de parler l'un avec l'autre et pas l'un au sujet de l'autre. Au mois de décembre, nous avons parlé de la teneur de ces reproches de protectionnisme, et nous avons convenu qu'il ne sert à rien de simplement en parler mais qu'il faut aborder les questions de façon concrète, parce que nous ne souhaitons pas le protectionnisme. Et je comprends fort bien la situation française, mais en ce qui concerne la parité monétaire, en ce qui concerne le franc, il s'agit d'un sujet de conversation permanent, il faudra faire des efforts, parce que l'amitié exige que l'on ne pense pas uniquement à soi-même, il faut également penser à l'autre. Si cela doit fonctionner, il faut accepter une co-responsabilité sans qu'il y ait ingérence dans l'autonomie nationale. Voilà notre politique et je crois qu'en dépit de toutes les difficultés, en dépit des problèmes, il suffit de penser au chômage, et je pense que nous trouverons des solutions.\

QUESTION.- Vous êtes l'un et l'autre, des Européens convaincus, la République fédérale d'Allemagne veut renforcer, approfondir l'Euro-politique, monsieur le Président, monsieur le Chancelier, lorsque en 1945 vous avez vu la réalité politique, est-ce que pour l'un et l'autre vous vous considériez encore comme ennemis héréditaires ou est-ce que déjà à l'époque vous conceviez des idées nouvelles, monsieur le Président ?

- LE PRESIDENT.- Héréditaires, jamais. L'éducation que j'ai reçue dans ma famille, dans mon milieu, ne me porte pas à ce genre d'excès £ mais l'héritage des deux guerres précédentes dont la dernière à l'époque de ma jeunesse, s'était identifié au plus grand drame que nous ayons connu, le massacre d'une génération, qui pèse encore sur nous Français. Tout cela a créé une situation de méfiance et quand même d'hostilité à l'égard de l'Allemagne. Si j'ai vécu la guerre, c'est la question que vous me posez. J'ai été prisonnier de guerre en Allemagne, j'ai pu approcher les Allemands ... je pourrais dire par le mauvais côté, mais pas seulement, j'ai vu quelles étaient les réactions, les réflexes de beaucoup d'Allemands, en particulier d'ouvriers allemands qui se trouvaient souvent d'ailleurs des gens mutilés ou déjà victimes de la guerre, qui se trouvaient à l'arrière du Front et qui étaient avec nous. J'ai étudié la culture et la civilisation allemandes, et j'ai compris comme une sorte d'évidence éclairante que l'avenir était bouché si l'on ne surmontait pas cet antagonisme. Et entre 1945, fin de la guerre, et 1947, premier Congrès

européen `à La Haye`, 47, deux ans après une telle épreuve supportée par chacun d'entre nous, dans ses affections les plus chères et dans son amour de la patrie, deux ans après j'étais au premier Congrès de l'Histoire, parce que je voulais participer à la réconciliation franco - allemande. Naturellement il a fallu passer par beaucoup de stades, par-dessus beaucoup d'obstacles même personnels, mais le temps a fait son oeuvre et je pense que j'ai eu raison.\

QUESTION.- A la fin de cette interview, monsieur le Chancelier je voudrais vous poser une question toute simple : qu'est-ce que vous pouvez dire en français au Président français ?

- LE CHANCELIER.- Amitié pour nos deux peuples.

- QUESTION.- Et vous, Monsieur le Président ?

- LE PRESIDENT.- Ah donc je vais essayer de traduire en allemand ce qui vient d'être dit par le chancelier Kohl, il faudra pour ça que je fasse appel à des souvenirs très lointains, de l'époque justement où j'ai fréquenté dans de curieuses circonstances l'Allemagne pour la première fois £ et alors je crois que ça se règlera, avec quelque impropiété peut-être, par "Freundschaft fur immer zwischen Frankreich und Deutschland".

- LE CHANCELIER.- Je vous remercie.\